Épidémie de nominations: « Emmanuel Macron n'a pas créé le recasage » mais « il l'a perpétué, amplifié […] trahissant par là même ses promesses »

25/11/2022 à 4h25



[…]

Chaque mercredi, le compte-rendu du Conseil des ministres ressemble, pour une bardée de ministres ou parlementaires déchus, au tirage du Loto. L'heureuse élue de la semaine s'appelle Amélie de Montchalin.

L'ancienne ministre, économiste de profession, a été nommée ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Fin juin, elle perdait son siège de députée et – en conséquence – son poste de ministre de la transition écologique.

Cinq mois plus tard, après avoir été envoyée par la rumeur dans plusieurs ambassades européennes, **Amélie de Montchalin** a trouvé chaussure à son pied. Et la chaussure est confortable: un bureau dans le XVIe arrondissement de Paris, moyennant une rémunération de haut fonctionnaire et des avantages en nature.

Le destin étant bien fait, la ministre qui est devenue diplomate mercredi est celle qui a mis en œuvre la suppression du corps diplomatique, au printemps dernier.

L'élue essonnienne, battue en juin dernier, n'est pas la première gagnante de la grande loterie macroniste. Avant elle, nombre des soutiens du chef de l'État se sont vu remercier de leur engagement par des nominations de consolation.

Fidèle parmi les fidèles, **Christophe Castaner a reçu l'honneur d'un double atterrissage la semaine dernière**. L'ancien ministre de l'intérieur a été nommé président du conseil d'administration d'Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc, deux jours après avoir été nommé au conseil de surveillance du Grand Port maritime de Marseille (GPMM).

[…]

Jean Castex […] président de la RATP […]

Emmanuelle Wargon […] à la tête de la Commission de régulation de l'énergie […]

Agnès Buzyn […] Cour des comptes […]

Brigitte Bourguignon […] inspectrice générale des affaires sociales […]

Florence Parly : selon Les Échos et La Tribune, l'ancienne ministre des armées devrait prendre la présidence d'Air France-KLM au printemps 2023 […]

Pierre-Olivier Costa, directeur de cabinet de Brigitte Macron, dirige depuis le 12 novembre le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), sur nomination du chef de l'État dont il était (aussi) le conseiller spécial.

Un choix présidentiel qui a surpris, sinon indigné, dans les milieux culturels, où personne n'avait jusque-là entendu parler de l'intérêt de Pierre-Olivier Costa pour les

civilisations méditerranéennes. Quant à Didier Lallement, l'ancien préfet de police de Paris, il est désormais secrétaire général à la mer – lui non plus n'avait jamais affiché de passion pour la biodiversité marine ou l'aquaculture.

Évacuons d'emblée un argument facile, régulièrement exhumé: non, Emmanuel Macron n'a pas créé le recasage, vieille pratique de la vie politique française. Il l'a simplement perpétué, amplifié à certains égards, trahissant par là même ses promesses de «République exemplaire» et de réinvention démocratique. […]

Le pire exemple de cela se trouve peut-être au Conseil constitutionnel. S'il est une institution qui devrait résister aux pressions politiques et aux soubresauts de l'instant, c'est bien celle de la rue de Montpensier. Emmanuel Macron y a nommé en mars une de ses ministres, **Jacqueline Gourault**, trois ans après y avoir casé **Jacques Mézard**, un autre membre du gouvernement.

[…]

Médiapart

> "*À défaut d'enfreindre la loi, le chef de l'État ne cesse de dévoyer ses prérogatives. Les postes qu'il offre à ses ami·es sont stratégiques, prestigieux, payés avec de l'argent public. Leur attribution devrait se faire sur la base de l'intérêt général*"*https://t.co/NrYL6JyNPt*
>
> *— France corruption (@FR_corruption) November 24, 2022*